

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Mussy-sur-Seine
SEANCE DU 29 août 2019

Date de la convocation : 22 août 2019

Date d'affichage : 03 septembre 2019

L'an deux mille dix-neuf, le vingt neuf août à dix-huit heures trente, le conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni dans la salle du Club de l'Amitié, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis DESMIER, Maire Adjoint.

Etaient présents : Mr Jean-Louis DESMIER, Maire Adjoint, Mrs et Mmes Marie-Luce LOISEAU, Eric BOYER, Pierre WOTAWA, Annie COLLET, Sylvie FASENTIEUX, Dominique DECHAUD, Sophie GORCE, Maggie ROSSONI, Georges ROYER.

Absents : Mrs et Mme Henri PETIT de BANTEL, Virginie FEVRIER, Francisque PETIT de BANTEL.

Secrétaire de séance : Mme Sophie GORCE

Le compte-rendu de la dernière séance est lu et approuvé à l'unanimité.

| |
|--|
| 46-19 – Travaux Musée de la Résistance de l'Aube – Attribution de certains lots |
|--|

Le Maire Adjoint rappelle la délibération n° 01-19 du 16 janvier 2019 portant sur la relance de l'Appel d'offre concernant le MAPA lancé le 15 novembre 2018 pour les travaux de réhabilitation et d'extension du Musée de la Résistance de Mussy sur Seine.

Des demandes de précisions ont été effectuées. En fonction de leurs réponses et du recours à une négociation sans publicité ni mise en concurrence pour les lots infructueux ou présentant des offres irrecevables, la Commission MAPA s'est réunie le jeudi 29 août. L'architecte a présenté l'analyse des offres. Le Maire Adjoint donne lecture de la synthèse établie par le maître d'œuvre.

Sur les 12 lots du marché, tous ont reçu au moins une offre, 8 font encore l'objet de demande de précision, et 4 peuvent être attribués, afin de débiter les travaux.

Le Maire Adjoint précise que le lot 12 (Ascenseur) fait l'objet d'un mécénat matériel total de la société A2A, avec laquelle une convention spécifique sera établie, pour un montant de 50 780,00 €. Le reste à charge pour la commune sera de 7 550,00 € ; ce qui correspond à la main d'œuvre nécessaire à la mise en place.

La commission MAPA propose de :

- attendre les réponses aux demandes de précisions des lots :
- 2 (Charpente métallique),
- 3 (Couverture),
- 4 (Bardage Étanchéité),
- 5 (Menuiseries extérieures),
- 6 (Plâtrerie),
- 7 (Menuiseries intérieures),
- 8 (Peinture – Carrelage mural),
- 10 (CVC).

- attribuer les lots :
- 1 (Gros Œuvre/VRD),

- 9 (Plomberie),
- 11 (Électricité),
- 12 (Ascenseur).

Après délibération, Le Conseil Municipal

- **VALIDE** le choix de la Commission MAPA concernant l'analyse des offres,
- **DECIDE** d'attendre l'aboutissement des négociations engagées pour les lots 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 10,
- **DECIDE** d'attribuer les lots :
 - **N°1** (Gros Œuvre/VRD) à l'entreprise CAPRISTO pour un montant de 405 000,00 € HT, soit 486 000,00 € TTC,
Résultat du vote : Pour 9 voix, Contre 1 voix. **Adopté à la majorité.**
 - **N°9** (Plomberie) à l'entreprise MASSON pour un montant de 17 706,18 € HT, soit 21 247,42 € TTC,
Résultat du vote : Pour 10 voix. **Accord à l'unanimité.**
 - **N°11** (Électricité) à l'entreprise TOGGENBURGER pour un montant de 64 192,00 € HT, soit 77 030,40 € TTC,
Résultat du vote : Pour 10 voix. **Accord à l'unanimité.**
 - **N°12** (Ascenseur) à l'entreprise A2A pour un montant de 7 550,00 € HT, soit 9 060,00 € TTC,
Résultat du vote : Pour 10 voix. **Accord à l'unanimité.**
- **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier y compris les avenants.

Accord à l'unanimité.

47-19 DM n°1 – Intégration à l'inventaire des collections du Musée de la Résistance de l'Aube

Le Maire Adjoint indique la nécessité d'intégrer les collections existantes du Musée de la Résistance à l'inventaire des biens de la Commune, au compte 2162. Ce compte n'ayant pas été provisionné lors de l'établissement du budget, il est nécessaire de procéder à une décision modificative afin de pouvoir passer cette écriture comptable.

Le Conseil Municipal accepte la décision modificative comme suit :

Section d'investissement

Dépenses

| | | |
|---------------------|---|---------------|
| Article 2162 | Fonds anciens des bibliothèques et musées | + 34 000.00 € |
|---------------------|---|---------------|

Recettes

| | | |
|----------------------|------------------------|---------------|
| Article 10251 | Don et legs en capital | + 34 000.00 € |
|----------------------|------------------------|---------------|

Accord à l'unanimité.

48-19 Réhabilitation et extension du Musée de la Résistance de l'Aube – Contrepartie de Mécénat et don à la Fondation du Patrimoine

Le Maire Adjoint rappelle la délibération n° 03/17 du 20 février 2017 portant sur l'établissement d'une convention avec la Fondation du Patrimoine dans le cadre de l'opération de réhabilitation et l'extension du Musée de la Résistance de l'Aube.

La campagne de mécénat populaire est en passe d'être lancée. Pour cela des contreparties correspondantes à chaque tranche de don doivent être établies, pour les particuliers comme pour les entreprises.

Le Maire Adjoint présente un tableau de propositions de contreparties établie par la Conservatrice du Patrimoine, responsable scientifique des collections, et propose de le valider.

Après délibération, Le Conseil Municipal

- **VALIDE** la proposition de grille de répartition des contreparties accordées aux donateurs dans le cadre de la convention signée avec la Fondation du Patrimoine ;
- **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer tous documents se rapportant à ce dossier.

Accord à l'unanimité.

49-19 – Réhabilitation et extension du Musée de la Résistance de l'Aube – Convention de Mécénat

Le Maire Adjoint rappelle la délibération n° 67/18 du 17 décembre 2018 portant sur la mission de recherche de mécénats d'entreprise (apports financiers, apports en nature et en compétence) au bénéfice de l'opération de réhabilitation et l'extension du Musée de la Résistance de l'Aube.

Mme Frédérique KIRSTETTER, désignée pour cette mission, a contacté plusieurs entreprises, dont certaines ont accepté d'accorder un mécénat, partiel ou total.

Le Maire Adjoint présente la convention établie avec la société A2A ALTERNATIVE ASCENSEUR concernant un mécénat pour le lot 12, ascenseur. L'entreprise offre l'ascenseur pour un montant de 50 780 euros. Le reste à charge pour la commune, correspondant aux frais de pose, s'élève à 7 550 euros.

Le Maire Adjoint propose à l'assemblée :

- de valider cette convention,
- de lui accorder le droit de signer les autres conventions de mécénat dans le cadre de ce dossier.

Après délibération, Le Conseil Municipal

- **VALIDE** la convention de mécénat établie avec la société A2A ALTERNATIVE ASCENSEUR, 10 rue des Létis, 51430 BEZANNES, pour un mécénat de 50 780 euros ;
- **ACCEPTE** le devis qui s'élève à la somme de 7 550,00 € HT soit 9 060,00 € TTC ;
- **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer la convention ;
- **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer toutes les conventions de mécénat établies pour l'opération de réhabilitation et d'extension du Musée de la Résistance de l'Aube, y compris les avenants

Accord à l'unanimité.

50-19 Musée de la Résistance de l'Aube Création des : Comité de pilotage – communication et Comité artistique – 1% artistique

Dans le cadre de l'avancée du dossier du Musée, Le Maire Adjoint indique qu'il convient de créer plusieurs instances de pilotage.

Après délibération, Le Conseil Municipal

- **DECIDE** de créer les comités suivants :

- **Comité de Pilotage - Communication**

- **Henri Petit de Bantel**, Maire de Mussy-sur-Seine,
- **Pierre Wotawa**, Conseiller municipal délégué, responsable de la maîtrise d'ouvrage du projet de rénovation du musée de la Résistance de l'Aube, Mairie de Mussy-sur-Seine,
- **Enora Gault**, Conservatrice du Patrimoine, responsable des collections du musée de la Résistance de l'Aube,
- **Sandrine Thibord**, Directrice du Cabinet du Président, Département de l'Aube,
- **Mme Pascale Morand**, Directrice de la communication du Département de l'Aube,
- **Alexandra Briguët-Trubat**, Chargée de Communication, Département de l'Aube,
- **Christelle Taillardat**, Directrice du CDT,
- **Marine D'Hyèvre**, Chargée de communication du CDT,
- **Laurent Struna**, Directeur Office de Tourisme de la Côte-des-Bar,
- **Claudie Odile**, Chargée de médiation, Archives Départementales de l'Aube.

- **Comité Artistique – 1% artistique**

- Maitrise d'ouvrage
 - **Henri Petit de Bantel**, Maire de Mussy-sur-Seine,
 - **Enora Gault**, Conservatrice du Patrimoine, responsable des collections du musée de la Résistance de l'Aube,
- Maitrise d'œuvre - Projet de rénovation, extension et réhabilitation
 - **Bernard Figiel**, architecte, Cabinet Elleni & Figiel,
 - **Hélène Robert**, scénographe, Cabinet Arc-en-Scène,
- Direction Régionale des Affaires Culturelles – Grand Est
 - **Laurent Innocenzi**, Conseiller aux Arts plastiques,
 - **Patrick Le Chanu**, Conseiller Musées,
- Personnalités spécialistes
 - **Eric Fournel**, Directeur, Centre d'Art Contemporain, Passages, Troyes,
 - **Marie Griffay**, Directrice du FRAC Champagne Ardenne, Reims,
 - **Philippe Bettinelli**, Conservateur du patrimoine responsable des collections publiques au CNAP.

Accord à l'unanimité.

| |
|---|
| 51-19 Musée de la Résistance de l'Aube de Mussy sur Seine – Communication – Logo |
|---|

Le Maire Adjoint rappelle les délibérations 32-19 portant sur la communication du Musée de la Résistance et 39-19 portant sur le choix du support de travail destiné à la réalisation du logo suite au partenariat créé avec de l'école de Design de Troyes.

Il a été demandé à Clarisse JOREZ, la lauréate du projet de base de faire des propositions quant à la poursuite d'élaboration du logo choisit. Deux devis ont été proposés.

Le Maire Adjoint propose de retenir le devis « logo 1 » pour un montant de 380 euros.

Après délibération, Le Conseil Municipal

- **DECIDE** de retenir le devis « logo 1 » pour un montant de 380 € qui sera élaboré par Clarisse JOREZ, 113 rue du Révérend Père Laffrat -10000 TROYES,
- **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier, y compris les avenants.

Accord à l'unanimité.

52-19 Reprise de concession libre

Monsieur le Maire Adjoint donne lecture d'un courrier de demande de reprise par la commune d'une concession non utilisée par le concessionnaire.

Après délibération, le Conseil Municipal

- **ACCEPTE** la reprise de cette concession libre n° 1112, suite à la demande écrite du concessionnaire,
- **DECIDE** que la reprise sera à titre gratuit.

Accord à l'unanimité.

53-19 X-Démat – approbation du rapport de gestion

Par délibération du 24/04/2012, la Commune représentée par le Conseil Municipal a décidé de devenir actionnaire de la société SPL-Xdemat créée en février 2012 par les Départements des Ardennes, de l'Aube et de la Marne, afin de bénéficier des outils de dématérialisation mis à disposition comme Xmarchés, Xactes, Xelec, Xparaph, Xconvoc...

A présent, il convient d'examiner le rapport de gestion du Conseil d'administration de la société.

Par décision du 19 mars 2019, le Conseil d'administration de la société a approuvé les termes de son rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et donc l'activité de SPL-Xdemat au cours de sa septième année d'existence, en vue de sa présentation à l'Assemblée générale.

Cette dernière, réunie le 25 juin dernier, a été informée des conclusions de ce rapport et a approuvé à l'unanimité les comptes annuels de l'année 2018 et les opérations traduites dans ces comptes.

En application des articles L. 1524-5 et L. 1531-1 du Code général des collectivités territoriales, il convient que l'assemblée délibérante de chaque actionnaire examine à son tour le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Cet examen s'inscrit également dans l'organisation mise en place par la société SPL-Xdemat pour permettre aux actionnaires d'exercer sur elle, collectivement et individuellement, un contrôle similaire à celui qu'ils exercent sur leurs propres services, appelé contrôle analogue, constituant l'un des principes fondateurs des SPL.

Le rapport de gestion, présenté ce jour, fait apparaître un nombre d'actionnaires toujours croissant (2 169 au 31 décembre 2018), un chiffre d'affaires de 900 871 €, en augmentation, et un résultat net à nouveau positif de 58 116 € affecté en totalité au poste « autres réserves » porté à 131337 €.

Après examen, je prie le Conseil de bien vouloir se prononcer sur ce rapport écrit, conformément à l'article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales et de me donner acte de cette communication.

Après délibération, le Conseil Municipal

Vu le Code général des collectivités territoriales en ses articles L. 1524-5 et L. 1531-1,
Vu les statuts et le pacte d'actionnaires de la société SPL-Xdemat,
Vu le rapport de gestion du Conseil d'administration,
Et après examen,

- **APPROUVE**, le rapport de gestion du Conseil d'administration, figurant en annexe, et de donner acte à Monsieur le Maire ou son représentant, de cette communication.

Accord à l'unanimité.

54-19 Assurance des risques statutaires 2020-2023 – Adhésion au contrat groupe

VU la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment ses articles 25 et 26 ;

VU le Décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

VU le mandat donné au Centre de Gestion afin de mener, pour le compte de la Commune, la procédure de mise en concurrence du contrat couvrant les risques financiers encourus par les collectivités en vertu de leurs obligations à l'égard de leur personnel pour la période 2020-2023 ;

VU les résultats obtenus dans le cadre du marché négocié engagé par le Centre de Gestion de l'Aube pour la conclusion d'un contrat groupe d'assurance des risques statutaires ouvert à adhésion facultative pour la période 2020 – 2023 ;

VU le projet de convention proposé par le Centre de Gestion ;

Le Maire Adjoint expose qu'il est dans l'intérêt de la Commune de souscrire un contrat d'assurance garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant ses obligations à l'égard de son personnel en cas :

- de décès ;
- d'accident du travail, maladie professionnelle, maladie imputable au service ;
- de congé de longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie ;
- de congé maternité, paternité, adoption ;
- de maladie ordinaire, accident de vie privée.

Il rappelle à ce propos que le Centre de Gestion a communiqué à la Commune les résultats du marché négocié qu'il a engagé pour le renouvellement de son contrat groupe d'assurance des risques statutaires ouvert à adhésion facultative pour la période 2020 - 2023.

Le marché a été attribué au groupement : **CNP Assurances - SOFAXIS.**

Durée du Contrat : **4 ans** à compter du 1^{er} janvier 2020 avec une garantie de taux de 2 ans.

Régime du contrat : **capitalisation.**

Préavis : adhésion résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de **6 mois.**

Pour les agents titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL

RISQUES GARANTIS : Tous les risques

TAUX DE REMBOURSEMENT : 100 %

FRANCHISE : **15 jours consécutifs** par arrêt en maladie ordinaire.

TAUX : **5,20 %**

Pour les agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la CNRACL et agents non titulaires de droit public effectuant plus ou moins de 200 heures par trimestre (IRCANTEC)

RISQUES GARANTIS : Tous les risques

TAUX DE REMBOURSEMENT : 100 %

FRANCHISE : **10 jours** par arrêt en maladie ordinaire

TAUX : **1,00 %**

Il propose en conséquence à l'assemblée d'accepter l'adhésion au contrat groupe proposé et d'autoriser une délégation de gestion au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aube, lequel peut assurer un certain nombre de missions de gestion dans le cadre du contrat d'assurance susvisé, en vertu de l'article 25 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, ces missions étant définies dans la proposition de convention de gestion établie par le Centre de gestion.

Après délibération, le Conseil Municipal

- **DECIDE D'ADHERER, à compter du 1^{er} janvier 2020**, au contrat groupe proposé par le Centre de Gestion pour la couverture des risques financiers qu'encourt la Commune en vertu de ses obligations statutaires susmentionnées, pour :

- **les agents affiliés à la CNRACL**
- **les agents affiliés à l'IRCANTEC**

- **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer le contrat d'assurance à intervenir avec le groupement CNP Assurances (compagnie d'assurance) – SOFAXIS (intermédiaire d'assurance) déclaré attributaire du marché conclu par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aube, ainsi que toutes pièces annexes,

- **DELEGUE** au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aube la tâche de gérer le marché public d'assurance précité du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2023, dans les conditions prévues par la convention de gestion jointe.

- **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer la convention de gestion établie entre le Centre de Gestion de l'Aube et la Commune.

Accord à l'unanimité.

| |
|---|
| 55-19 Renforcement du réseau public de distribution d'électricité rue Paul Terrillon |
|---|

Monsieur le Maire Adjoint signale que la capacité du réseau public de distribution d'électricité desservant la rue Paul Terrillon est insuffisante.

Les travaux susceptibles de remédier à cette situation, qui ont été étudiés par les services du syndicat départemental d'énergie, comprennent :

- le renforcement d'environ 280 m de lignes basse tension aériennes par un câble pré assemblé isolé de section appropriée,
- le remplacement des supports qui ne supporteraient pas la traction du câble posé, ces nouveaux poteaux seraient en béton.

Selon les dispositions en vigueur, ces travaux sont à demander par la commune et à exécuter, par délégation de celle-ci, par le syndicat départemental qui en assurera le financement, après accord de son Bureau syndical.

Monsieur le Maire Adjoint précise que les plans détaillés lui seront soumis et, qu'en même temps, le piquetage précis des ouvrages sera matérialisé sur le terrain par l'entreprise que le syndicat aura chargée des travaux.

Après délibération, le Conseil Municipal

- **DECIDE** la réalisation des travaux de renforcement du réseau public de distribution d'électricité dans les conditions exposées par Monsieur le Maire Adjoint,
- **ADOpte** l'avant-projet présenté par le syndicat départemental d'énergie.

Accord à l'unanimité.

56-19 Vente d'eau au COPE de la région de Gyé sur Seine - Refus

Monsieur le Maire Adjoint explique à l'Assemblée qu'une demande de vente d'eau en gros va certainement être déposée par le COPE de la région de Gyé, comme chaque année.

Après délibération, le Conseil Municipal

- **REFUSE** la vente d'eau en gros pendant la période de vendanges, aux communes ou syndicats,
- **PRECISE** que cette décision est prise en fonction du résultat du vote à la CCBC, relatif à la décision de fermeture de la déchetterie de Mussy sur seine.

Résultat du vote : Pour 3 voix, Contre 4 voix, Abstentions 3 voix.
Refus à la majorité.

57-19 APE – Subvention exceptionnelle sonorisation du bal du 13 juillet

Monsieur le Maire Adjoint donne lecture d'une demande de l'APE qui sollicite une subvention exceptionnelle pour leur permettre d'honorer la facture relative à la sonorisation du bal du 13 juillet.

Après délibération, le Conseil Municipal

- **DECIDE** le versement d'une somme de 400 € à l'APE. Cette somme est destinée au remboursement des frais de sonorisation du bal du 13 juillet.

Accord à l'unanimité.

58-19 Déploiement de la fibre optique – LOSANGE DEPLOIEMENT

Monsieur le Maire Adjoint donne lecture d'une demande reçue de Losange Déploiement, délégation de service public attribuée par la Région Grand Est, qui a la mission de déployer la fibre optique dans les communes qui n'ont pas bénéficié depuis 2012 d'investissements portés par des investisseurs privés.

Pour la réalisation de ce projet, il convient de procéder à l'installation de trois Sous Répartiteurs Optiques (SRO) sur le domaine communal.

Après délibération, le Conseil Municipal

- **DONNE** un avis favorable au projet d'installation des trois Sous Répartiteurs Optiques (SRO) conformément aux conventions, tout en respectant les préconisations de l'ABF, aux emplacements suivants :

- Place Marcel Noël,

- Quai Henri Chantavoine,
- Parcelle cadastrée section AD n° 133, en bordure du chemin rural de Charmoy.

- **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Accord à l'unanimité.

QUESTIONS DIVERSES

- Le Maire-Adjoint donne les informations suivantes :

- un courrier va être envoyé à Madame BECAMEL pour lui demander de mettre en sécurité son bâtiment 14 rue Boursault,

- impasse Lafayette : suite au rapport d'expertise, un arrêté listant les mesures conservatoires à réaliser sera envoyé au Service des Domaines ?

- réception d'un courrier de Mr BOYER Jean-Claude qui souhaite obtenir une solution pérenne suite à la rétention des eaux de pluie devant la sortie de son garage rue du stade,

- lecture d'un courrier de Mr BARBIER Alain sur le stationnement et la circulation dans les rues de Mussy,

- un projet de transport des enfants pour se rendre à la cantine est mis à l'étude,

- concernant la fermeture de la déchetterie : uniquement 3 communes (dont Mussy) ont voté contre,

- spectacle Son et Lumières sur la Collégiale : retour d'une grande satisfaction générale,

Mr Eric BOYER :

- Guide routard : la réalisation de la maquette publicitaire de Mussy est en cours. Le futur du Guide du Routard Pays Côte des Bar paraîtra courant 2020. Le coût engendré par cette opération revient à 360 € TTC pour la part communale,

- précise que le repas des artificiers pour le 13 juillet, a été offert par « la Gloire Dieu »,

- propose que les bornes de la place du 8 Mai soient décapées. Monsieur DESMIER précise que les travaux de la Mairie vont continuer et seront terminés en fin d'année.

- Mme Maggie ROSSONI :

- augmentation du tarif des transports scolaires des élèves aubois,

- souhaite que le stationnement sur la Place Marcel Noël soit interdit aux camping-cars.

- indique que de grosses déjections canines ne sont pas ramassées par les propriétaires des chiens, rue Bulland,

- indique un manque de diffusion par mail « aux contacts » sur la fermeture du bureau de poste et l'ouverture de l'agence postale,

- Mme Sophie GORCE :

- pose une question sur l'entretien des écoles et le remplacement des tables. Mr DESMIER répond que le « grand ménage » sera réalisé par les services techniques et que le choix des tables doit être fait en concertation avec la communauté éducative,

- Mr Pierre WOTAWA :

- indique que plusieurs bouchons de regards d'eau potable ont été jetés dans le canal et que le passage dans la rue du Canal est condamné par des planches,

- propose qu'un courrier soit rédigé par Monsieur le Maire et envoyé aux élus des communes au sujet de la fermeture de la déchetterie,

Plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 20h50.

Le Maire Adjoint,

Jean-Louis DESMIER